

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Mardi, 1^{er} décembre 1914.

N^o 81.

Dienstag, 1. Dezember 1914.

Loi du 28 novembre 1914, ayant pour objet d'autoriser 1^o l'État à émettre des bons de caisse, 2^o la Caisse d'épargne à consentir des prêts à court terme sur gage, et 3^o de majorer l'émission des billets de la Banque Internationale.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 novembre 1914, et celle du Conseil d'État du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à émettre des bons de caisse au porteur jusqu'à concurrence de cinq millions de francs.

Jusqu'à disposition contraire de la part du Gouvernement, ces bons, non productifs d'intérêt, seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire. Pendant le même délai, ils ne sont pas sujets à remboursement.

Si les circonstances l'exigent, le Gouvernement pourra majorer le montant de l'émission par arrêté grand-ducal, sur avis conforme du Conseil d'État.

Geſetz vom 28. November 1914, enthaltend Ermächtigung 1. zur Ausgabe seitens des Staates von Kassenscheinen, 2. zur Gewährung seitens der Sparkasse von kurzfristigen Darlehen gegen Pfandhinterlegung, 3. zu einer weiteren Ausgabe von Scheinen der Internationalen Bank.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 26. November 1914, und derjenigen des Staatsrates vom 27. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird:

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, auf den Inhaber lautende Kassenscheine bis zum Gesamtbetrage von 5 Millionen Franken zur Ausgabe zu bringen.

Bis zu anderweitiger Verfügung der Regierung werden diese Kassenscheine, welche keine Zinsen abwerfen, als gesetzliches Zahlungsmittel von den Staatskassen und ungeachtet gegenteiliger Abmachung von Privaten angenommen; dieselben sind bis dahin auch nicht rückzahlbar.

Sollten die Umstände es erheischen, so kann die Regierung, mit Zustimmung des Staatsrates, durch Großh. Beschluß den Betrag der Ausgabe erhöhen.

Le montant ainsi que les conditions de forme des coupures seront déterminés par le Gouvernement.

Art. 2. Seront punis d'une amende de quinze à cent francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui auront refusé de recevoir les bons de caisse non faux ni altérés, pour la valeur pour laquelle ils ont cours légal dans le Grand-Duché.

Les tribunaux de police connaîtront de ces infractions.

Art. 3. Les bons à émettre en vertu de l'art. 1^{er} serviront à faire face aux besoins de la trésorerie de l'État ainsi qu'aux avances que l'État fera à la Caisse d'épargne en vertu de l'art. 74 de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 1901.

Art. 4. La Caisse d'épargne est autorisée à consentir des prêts à court terme, contre remise en gage des titres émis par l'État grand-ducal, le Crédit foncier ou les communes indigènes.

Les contrats de gage sont dispensés du droit de timbre, de la formalité de l'enregistrement et de la signification prévue par l'art. 2075 du Code civil.

Un arrêté ministériel déterminera la durée et éventuellement le montant maximum de ces prêts, le taux d'intérêt, les conditions de remboursement et de réalisation du gage en cas de non-paiement à l'échéance.

Art. 5. Le Gouvernement est autorisé à majorer de deux millions de francs le chiffre fixé par l'art. 1^{er} al. 3 de la loi du 3 août 1914, pour l'émission des billets de la Banque Internationale.

Les billets de cette émission supplémentaire, de même que ceux faisant l'objet de celle visée par la loi du 3 août dernier, sont exemptés du

Die Regierung entscheidet über Betrag und Form der Abschnitte.

Art. 2. Wer sich weigert, diese Kassenscheine, welche weder falsch noch beschädigt sind, zu ihrem für das Großherzogtum gesetzlich festgelegten Kurse in Zahlung zu nehmen, verfällt einer Geldstrafe von 15 bis zu 100 Fr. und einer Gefängnisstrafe von 3 bis 15 Tagen oder nur einer dieser beiden Strafen.

Die Polizeigerichte haben über diese Zuwiderhandlungen zu befinden.

Art. 3. Die gemäß Art. 1 auszugebenden Kassenscheine sollen den Staatsschatz in Stand setzen, seinen Verpflichtungen nachzukommen, sowie denselben gestatten, der Sparkasse die durch Art. 74 des Großh. Beschlusses vom 10. Juni 1901 bestimmten Vorschüsse zu gewähren.

Art. 4. Die Sparkasse ist ermächtigt, kurzfristige Darlehen gegen Verpfändung von Rententiteln des Großh. Staates, der Grundkreditanstalt oder inländischer Gemeinden zu bewilligen.

Die Pfandkontrakte sind von der Stempelsteuer, der Registrierungsspflicht und der durch Art. 2075 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Zustellung entbunden.

Dauer und gegebenenfalls Höchstbetrag, Zinsfuß und Rückzahlungsbedingungen dieser Darlehen, sowie die Veräußerung des Pfandobjektes für den Fall der Nichteinhaltung des Rückzahlungstermins werden durch Ministerialbeschluss festgelegt.

Art. 5. Die Regierung ist ermächtigt, die durch Art. 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 3. August 1914 festgesetzte Notenausgabe der Internationalen Bank um den Betrag von zwei Millionen zu erhöhen.

Die Noten dieser Supplementar-Ausgabe sowie diejenigen der durch Gesetz vom 3. August 1914 vorgesehenen Ausgabe sind von den in Art. 6 des

droit de timbre prévu par l'art. 6 de la loi du 6 prairial an VII, combiné avec la loi du 9 février 1874.

Art. 6. Toutes autres mesures exigées pour l'exécution de la présente loi seront prises par un arrêté grand-ducal, le Conseil d'État entendu.

Art. 7. La présente loi est exécutoire dès le moment de sa publication.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 28 novembre 1914.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Loi du 28 novembre 1914, concernant la réduction des contingents d'alcool des distilleries.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 novembre 1914, et celle du Conseil d'État du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Dans l'intérêt supérieur de l'alimentation générale, le Gouvernement pourra diminuer pour la durée d'une campagne les contingents d'alcool des distilleries.

Art. 2. La production d'alcool réduite en exécution de l'article précédent dans une certaine proportion, sera augmentée pour la campagne afférente dans la même proportion pour servir de base à la fixation régulière des contingents.

Gesetzes vom 6. Prairial Jahr VII, in Verbindung mit dem Gesetz vom 9. Februar 1874 festgesetzten Stempelgebühren befreit.

Art. 6. Alle übrigen Ausführungsbestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes werden nach eingeholtem Gutachten des Staatsrates durch Großh. Beschluß getroffen.

Art. 7. Gegenwärtiges Gesetz tritt mit dem Tage seiner Veröffentlichung in Kraft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingedruckt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 28. November 1914.

Maria Adelhaid.

*Der General-Direktor
der Finanzen,
M. Mongenast.*

Gesetz vom 28. November 1914, wodurch die Anteile der Brennereien am Kontingente gekürzt werden.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Kammer der Abgeordneten vom 26. November 1914, und derjenigen des Staatsrates vom 27. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Im höheren Interesse der Volksernährung ist die Regierung ermächtigt, die Kontingente der Brennereien für die Dauer eines Betriebsjahres zu kürzen.

Art. 2. Die in Ausführung des vorhergehenden Artikels in einem gewissen Verhältnis gekürzte Alkoholerzeugung wird für das betreffende Betriebsjahr in demselben Maße erhöht werden, um als Grundlage für die regelmäßige Festsetzung der Kontingente zu dienen.

Art. 3. La présente loi entrera en vigueur à partir de la campagne de distillation commençant le 1^{er} octobre 1914.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 28 novembre 1914.

MARIE-ADELAÏDE.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 30 novembre 1914, portant réduction des contingents particuliers et des parts de production moyenne des distilleries ainsi que l'extension de la dénaturation obligatoire.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 28 novembre 1914, autorisant le Gouvernement à diminuer le contingent des distilleries ;

Vu les art. 56 et 59 de la loi du 14 avril 1911, concernant l'imposition des eaux-de-vie ;

Le Conseil d'État entendu en son avis :

Arrête :

Art. 1^{er}. Pour la campagne de 1914-1915, le contingent des distilleries agricoles, à l'exception des petites distilleries ne produisant annuellement pas plus de 1000 litres d'alcool, sera diminué de trois dixièmes des parts individuelles allouées en 1912-1913, sans pouvoir être réduit à moins de 1000 litres d'alcool.

Art. 2. Pour la campagne de 1914-1915, la production moyenne des distilleries agricoles et industrielles, à l'exception des petites distilleries, sera diminuée :

a) de dix centièmes pour les distilleries jouissant d'une part de production moyenne de 1001 à 15.000 litres d'alcool,

Art. 3. Gegenwärtiges Gesetz tritt mit dem Betriebsjahr, welches am 1. Oktober 1914 beginnt, in Kraft.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 28. November 1914.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 30. November 1914, betreffend Kürzung der Einzelkontingente und Anteile des Durchschnittsbrandes der Brennereien sowie Erweiterung der Vergällungspflicht.

Der General-Direktor der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. November 1914, wodurch die Regierung ermächtigt ist, das Kontingent der Brennereien zu kürzen ;

Nach Einsicht der Art. 56 und 59 des Gesetzes vom 14. April 1911, betreffend die Branntweinbesteuerung ;

Nach Anhörung des Staatsrates ;

Beschließt :

Art. 1. Für das Betriebsjahr 1914/1915 wird das Kontingent der landwirtschaftlichen Brennereien, ausschließlich der Kleinbrennereien welche jährlich nicht mehr als 1000 Liter Alkohol herstellen, um drei Zehntel der im Betriebsjahr 1912/1913 festgesetzten Anteile gekürzt, ohne jedoch auf weniger als 1000 Liter Alkohol herabgesetzt zu werden.

Art. 2. Für das Betriebsjahr 1914/1915 wird der Durchschnittsbrand der landwirtschaftlichen und gewerblichen Brennereien, ausschließlich der Kleinbrennereien,

a) bei den Brennereien, welche einen Anteil an Durchschnittsbrand von 1001 bis 15.000 Liter Alkohol besitzen, um zehn Hundertteile ;

b) de quarante centièmes pour les autres distilleries, sans pouvoir être réduite au-dessous de 1000 litres d'alcool ni au-dessous des contingents particuliers fixés pour la dite campagne en exécution de l'article précédent.

Art. 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} de l'art. 59 de la loi précitée, la dénaturation complète doit atteindre pour la campagne de 1914-1915:

a) la partie de la production qui excède les trente-cinq centièmes de la production moyenne réduite des distilleries fabriquant de la levure par le travail des moûts filtrés;

b) la partie de la production qui excède les cinquante centièmes de la production moyenne réduite des autres distilleries.

Art. 4. Le directeur des contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 novembre 1914.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Loi du 28 novembre 1914, modifiant différentes dispositions législatives sur les crédits à caution à accorder aux distillateurs en matière d'accises.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 26 novembre 1914, et celle du Conseil d'État du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'art. 6 de la loi du 12 décembre 1878, sur les crédits sous caution à

b) bei den übrigen Brennereien um vierzig Hundertteile gekürzt, ohne daß derselbe unter 1000 Liter Alkohol oder unter die für genanntes Betriebsjahr laut vorhergehendem Artikel festgesetzten Einzellkontingente herabgesetzt werden kann.

Art. 3. In Abweichung des Absatzes 1 des Art. 59 vorgenannten Gesetzes ist für das Betriebsjahr 1914/1915 vollständig zu vergällen:

a) bei den Brennereien, die Hefe nach dem Würzeverfahren herstellen, derjenige Teil ihrer Erzeugung, welcher über 35 Hundertteile des herabgesetzten Durchschnittsbrandes hinausgeht;

b) bei den übrigen Brennereien derjenige Teil der Erzeugung, welcher über 50 Hundertteile des herabgesetzten Durchschnittsbrandes hinausgeht.

Art. 4. Der Steuerdirektor ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, der im „Mémorial“ veröffentlicht werden soll.

Luxemburg, den 30. November 1914.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Gesetz vom 28. November 1914, wodurch verschiedene gesetzliche Bestimmungen über die den Branntweimbrennern unter Gewähr zu bewilligenden Kredite abgeändert werden.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 26. November 1914, und derjenigen des Staatsrates vom 27. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziges Artikel. Art. 6 des Gesetzes vom 12. Dezember 1878, über die den Branntweimbren-

accorder aux distillateurs en matière d'accises, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les immeubles offerts en cautionnement » doivent être libres de toutes charges quel- » conques et être hypothéqués en 1^{er} rang en » faveur de l'État. Ils ne sont pas admis pour » une valeur supérieure à celle résultant des » expertises cadastrales, dans le rapport de 30 » fois le revenu net pour les propriétés non- » bâties et de 20 fois le revenu net pour les pro- » priétés bâties.

» Toutefois, l'administration, soit sur la de- » mande des intéressés, soit de son initiative, » pourra ordonner que l'estimation de la valeur » vénale des immeubles offerts en garantie » soit faite par un expert à désigner par elle. » Les immeubles seront alors admis en garantie » pour les trois quarts de leur valeur estima- » tive. Les frais de l'expertise seront à la » charge du distillateur intéressé.

» Les vignobles, les bois et haies à écorces » ne seront admis que pour la valeur du sol.

» L'aliénation des biens immeubles affectés » à un cautionnement n'est permise que sous » la condition que dans l'acte d'aliénation l'ac- » quéreur reprenne à sa charge l'hypothèque » constituée au profit de l'État, ou que l'im- » meuble à aliéner soit au préalable remplacé » par un autre immeuble devant servir à la » garantie de l'État.

» Les propriétés bâties doivent être assurées » à concurrence au moins d'un quart en sus de » l'hypothèque contre les risques de l'incendie, » et l'État doit être subrogé aux droits de l'as- » suré contre l'assureur pour le paiement du » dommage en cas de sinistre.

» L'acte de constitution d'un cautionnement » en immeubles contiendra la stipulation qu'en » cas de retard du distillateur de se libérer » des droits d'accises dus à l'État grand-ducal, » ce dernier est autorisé à faire vendre l'im-

nern unter Gewähr zu bewilligenden Kredite, wird durch nachstehende Bestimmungen ersetzt:

„Die als Kaution angebotenen Immobilien » müssen von allen Lasten frei und in erster Reihe » zu Gunsten des Staates verpfändet sein. Sie » werden nicht zu einem höheren Werte angenom- » men als demjenigen, welcher sich aus den Ka- » tasterabschätzungen im Verhältnis des dreißig- » fachen Nettoertrages für das unbebaute und » des zwanzigfachen Nettoertrages für das be- » baute Eigentum ergibt.

„Die Verwaltung kann jedoch entweder auf » das Ersuchen der Beteiligten oder auch aus » eigener Initiative die Abschätzung des Verkaufs- » wertes der als Sicherheit angebotenen Immo- » bilien durch einen von ihr zu bezeichnenden » Sachverständigen anordnen. In diesem Falle » werden die Immobilien zu drei Vierteln des » abgeschätzten Wertes als Bürgschaft angenom- » men. Die Kosten der Abschätzung verbleiben zu » Lasten des beteiligten Branntweimbrenners.

„Weinberge, Wäldungen und Lohhecken wer- » den nur zum Bodenpreise angenommen.

„Die Veräußerung von als Kaution dienenden » Immobilien ist nur unter der Bedingung ge- » stattet, daß in der Veräußerungs-Urkunde der » Käufer die zu Gunsten des Staates bestehende » Hypothek zu seinen Lasten übernimmt oder daß » das zu veräußernde Grundstück vorher durch » ein anderes, welches dem Staate als Kaution » zu dienen hat, ersetzt wird.

„Gebäulichkeiten müssen wenigstens bis zu » einem Viertel über die Hypothekarlast hinaus » gegen Feuergefahr versichert sein und muß, » für den Fall eines Brandes, der Staat in die » Rechte des Versicherten auf Schadenersatz dem » Versicherer gegenüber eingesetzt werden.

„Bei Bestellung von Immobilien hat die Kau- » tionsurkunde die Bestimmung zu enthalten, daß » im Falle der Branntweimbrenner mit den dem » Großherzoglichen Staate geschuldeten Abgaben » im Rückstande ist, letzterer ermächtigt ist, das zur

» meuble hypothéqué par le ministère d'un notaire sans suivre les formes légales pour la saisie immobilière conformément à l'art. 71 de la loi du 2 janvier 1889. »

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 28 novembre 1914.

MARIE-ADELAÏDE.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 1^{er} décembre 1914, qui modifie la circonscription de deux districts viticoles.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT;

Vu la loi du 12 mai 1905, concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra, ainsi que l'arrêté du 25 septembre 1908, pris en exécution de cette loi;

Sur le rapport du commissaire de surveillance pour la viticulture;

Arrête:

Art. 1^{er}. La circonscription des districts viticoles telle qu'elle a été établie par l'arrêté du 23 octobre 1913 (*Mémorial* 1913, n^o 72), est modifiée comme suit:

District viticole III. — Les vignes du ban de Kleinmacher, situées entre le chemin « Erdgestweg », le sentier « Ohrbechelspfad », le sentier « Dellpfad » avec sa bifurcation à gauche, et le chemin « Naumbergerweg » passant sur la hauteur.

District viticole XIII. — Les vignes du ban de Wormeldange, lieu dit « Im Wuosberg », entre la route de Dreibern à Wormeldange, les chemins de Niederdonven à Wormeldange et le

„Hypothek gegebene Grundstück durch einen Notar, ohne Einhaltung der gesetzlichen Formen für die Immobilien-Beschlagnahme, auf Grund des Art. 71 des Gesetzes vom 2. Januar 1889 veräußern zu lassen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 28. November 1914.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 1. Dezember 1914, betreffs Neuabgrenzung von zwei Weinbaubezirken.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung;

Nach Einsicht des Reblausgesetzes vom 12. Mai 1905, sowie des Beschlusses vom 25. September 1908, in Ausführung dieses Gesetzes;

Auf den Bericht des Weinbauaufsichtskommissars;

Beschließt:

Art. 1. Der Umfang der Weinbaubezirke, wie er durch Beschluß vom 23. Oktober 1913 (*Mem.* 1913, Nr. 72) neu abgegrenzt ist, wird abgeändert wie folgt:

Weinbaubezirk III. — Die Rebpflanzungen der Gemarkung Kleinmacher zwischen dem „Erdgestweg“, dem „Ohrbechelspfad“, dem „Dellpfad“ mit seiner Verzweigung nach links, und dem über die Höhe führenden „Naumbergerweg.“

Weinbaubezirk XIII. — Die Rebpflanzungen der Gemarkung Wormeldingen „Im Wuosberg“ zwischen der Straße von Dreibern nach Wormeldingen, den Wegen von Nieder-

« Scheidweg », et une ligne droite marquée d'un fil de fer et débouchant dans la direction du nord au sud dans la route de Dreibern à Wormeldange.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 1914.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Administration des postes et des télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 27 novembre et. M. J.-Ch. Büchler, commis aux bureaux de la direction des postes et des télégraphes, a été nommé sous-chef de bureau à la même direction.

Luxembourg, le 30 novembre 1914.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Règlements communaux.

Dans leurs séances des 27 septembre, resp. 21 octobre et 12 novembre 1914, les conseils communaux de Dalheim, Bech et Berdorf ont édicté des règlements de police, concernant la fixation des prix de vente de denrées alimentaires, les attroupements et le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. — Ces règlements ont été dûment publiés.

Luxembourg, le 23 novembre 1914.

*Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.*

Caisse d'épargne. — À la date du 17 novembre 1914, le livret n° 135073 a été déclaré perdu. Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits. Faute par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Par décision en date du 25 novembre 1914, le livret n° 160140 a été annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 1914.

douven nach Wormeldingen und „Scheidweg“, und einer graden mit Draht bezeichneten Linie, die in der Richtung von Norden nach Süden in die Straße von Dreibern nach Wormeldingen mündet.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 1. Dezember 1914.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Post- und Telegraphenverwaltung.

Durch Groß Beschluß vom 27. November et. ist Hr. J. K. Büchler, Kommiss bei der Post- und Telegraphendirektion, zum Unterbureauchef daselbst ernannt worden.

Luxembourg, den 30. November 1914.

Der General-Direktor der Finanzen/
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Gemeindereglements.

In ihren Sitzungen vom 27. September, bezw. 21. Oktober und 12. November 1914, haben die Gemeinderäte von Dalheim, Bech und Berdorf Polizeireglements erlassen, betreffend die Festsetzung der Verkaufspreise von Lebensmitteln, die Zusammenrottungen und die Aufrechterhaltung der Ordnung und öffentlichen Ruhe. — Diese Reglements sind vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxembourg, den 23. November 1914.

Der General-Direktor des Innern,
B r a u n.